



Année universitaire 2026 –2027

MASTER I DROIT

MENTION DROIT INTERNATIONAL

CONTENTIEUX INTERNATIONAL

Cours de M. Coulibaly

Professeur agrégé des universités



INTRODUCTION

I – La définition matérielle du contentieux international

A – La place centrale des différends

- 1 – La notion de différend : question de définition et de qualification
 - a – Définition et conditions d’existence des différends
 - b – Principes régissant la qualification de différend
- 2 – La question de la justiciabilité des différends
 - a – Les différends justiciables et les différends non justiciables
 - b – Les différends d’ordre juridique, base de la compétence de la Cour

B – Les modes de règlement des différends

- 1 – Préalable : la classification des modes de règlement des différends internationaux
- 2 – La prise en compte du recours licite à des contre-mesures
- 3 – La mise en exergue des modes juridictionnels de règlement des différends internationaux
- 4 – La prise en considération des modes diplomatiques de règlement des différends internationaux
 - a – La nomenclature des modes diplomatiques de règlement des différends internationaux
 - b – Les trois grands principes communs aux modes diplomatiques de règlement des différends internationaux

c – Les traits distinctifs des divers modes diplomatiques de règlement des différends internationaux

i – La négociation

ii – La médiation et les bons offices

iii – L'enquête internationale

iv – La conciliation

II – La définition organique du contentieux international

A – Le monopole originaire et consensuel des États

1 – La justice internationale, une justice interétatique

2 – La justice internationale, une justice primaire

a – Une justice supplétive

b – Une justice facultative

c – Une justice éclatée

B – L'ouverture subséquente et controversée à d'autres sujets de droit

1 – Les organisations internationales

2 – Les personnes physiques et les entreprises privées

a – La protection diplomatique, un droit de l'État

b – Les conditions de recevabilité de l'action en protection diplomatique

i – Le lien de nationalité entre la personne privée et l'État exerçant l'action en protection diplomatique

ii – L'épuisement préalable des recours internes

❑ **23 questions** (plausibles) d'**examen**, tant **écrit** qu'**oral**, sur l'*introduction générale* (ci-dessus) sont annexées au cours correspondant.

PREMIÈRE PARTIE :

Le règlement judiciaire des différends internationaux

❑ **Introduction** : Comparaison du règlement judiciaire et du règlement arbitral

CHAPITRE I – La Cour internationale de Justice, organe judiciaire à vocation universelle

SECTION I – L'identité organique de la Cour

I – La désignation des juges

A – Les membres de la Cour, juges permanents

B – Les juges ad hoc, juges temporaires

II – Le statut des juges

A – Une indépendance affirmée

B – Une indépendance protégée

SECTION II – L'identité fonctionnelle de la Cour

I – La compétence *ratione personae*

A – Les États

B – Les organisations internationales

II – La compétence *ratione materiae*

A – La fonction contentieuse et la fonction consultative de la Cour

1 – L'autonomie des deux fonctions

2 – Le rapprochement des deux fonctions

B – Les conditions et les modalités de l'exercice de la fonction consultative

1 – Les conditions relatives à la compétence de la Cour

a – L'habilitation de l'organe requérant

b – Le caractère juridique de la question posée à la Cour

c – La connexité entre la question posée à la Cour et les activités de l'organe requérant

2 – Les règles relatives au pouvoir discrétionnaire de la Cour

3 – Les règles relatives à la procédure

4 – Le prononcé et la portée de l'avis consultatif

CHAPITRE II – L’action judiciaire des États devant la Cour internationale de Justice

SECTION I – L’introduction de l’instance

I – Préalable : les conditions *sine qua non* de la compétence contentieuse de la Cour

□ **Résumé des cinq conditions** requises pour que la Cour soit compétente aux fins de statuer sur une affaire contentieuse (**A, B, C, D, E** ↓)

A – L’appartenance de toutes les parties à l’un quelconque des trois groupes d’États ayant juridiquement accès à la Cour

B – La survenance d’un différend entre les parties

C – Le caractère juridique du différend survenu entre les parties

D – La persistance, à la date de saisine de la Cour, du différend d’ordre juridique survenu entre les parties

E – Le consentement donné par toutes les parties à la compétence de la Cour

1 – Les différents modes d’expression du consentement

a – Le compromis

b – Le *forum prorogatum*

c – La clause compromissoire

d – La déclaration facultative de juridiction obligatoire

2 – Les réserves à l’expression du consentement

a – La réserve *ratione materiae*

b – La réserve *ratione temporis*

c – La réserve *ratione personae*

d – Les réserves *sui generis*

e – Réserves et réciprocité : les principes

F – Le caractère irrévocable de la reconnaissance par la Cour de sa compétence

II – Le préalable des procédures incidentes

A – Les mesures conservatoires

1 – La recevabilité de la demande en indication de mesures conservatoires

2 – Le bien-fondé de la demande en indication de mesures conservatoires

3 – L’autorité de l’ordonnance indiquant des mesures conservatoires

B – Les exceptions préliminaires

1 – La présentation des exceptions préliminaires

2 – Le règlement des exceptions préliminaires

SECTION II – Le déroulement de l’instance

I – Les phases de la procédure

A – La phase écrite

B – La phase orale

II – L’intervention et le désistement

A – L’intervention

B – Le désistement

III – L’administration de la preuve

A – La charge de la preuve : Qui doit prouver ?

B – L’objet de la preuve : Qu’est-ce qui doit être prouvé ?

C – Les moyens de preuve : Quelles preuves sont admissibles ?

SECTION III – L’arrêt de la Cour

I – Prononcé et forme

A – L’arrêt proprement dit de la Cour

B – Les déclarations et les opinions des juges

II – Portée juridique et pratique

A – La force obligatoire de l’arrêt de la Cour

B – Les voies de recours

1 – Le recours en rectification d’erreur matérielle

2 – Le recours en interprétation

3 – Le recours en révision

C – L’exécution forcée de l’arrêt

☐ **Les questions** (plausibles) d’**examen**, tant **écrit** qu’**oral**, sur les *CHAPITRES I et II* (ci-dessus) sont annexées au cours correspondant.

DEUXIÈME PARTIE :

L'aménagement juridique des différends internationaux

CHAPITRE I – Le contentieux de la responsabilité

SECTION I – La naissance et l'invocation de la responsabilité internationale de l'État

I – Les conditions d'engagement de la responsabilité internationale de l'État

A – L'existence d'un fait internationalement illicite attribuable à l'État

1 – L'attribution (ou l'imputation) d'un fait à l'État

a – Signification du mot « fait »

b – Faits considérés comme faits de l'État

2 – La reconnaissance du caractère internationalement illicite du fait attribué à l'État

3 – Les circonstances excluant l'illicéité (Les causes exonératoires)

a – Le consentement de la victime

b – La légitime défense

c – Les contre-mesures

d – La force majeure

e – La détresse

f – L'état de nécessité

B – L'existence d'un préjudice

1 – Préjudice matériel et préjudice immatériel ou moral

2 – Le cas particulier des dommages environnementaux

C – L'existence d'un lien de causalité direct et certain entre le fait et le préjudice

II – L'invocation de la responsabilité internationale de l'État

A – Les titulaires du droit d'invoquer la responsabilité internationale de l'État

1 – L'État lésé à titre individuel

2 – Les États lésés à titre collectif

B – L'exercice du droit d'invoquer la responsabilité internationale de l'État

1 – Les actions préalables de droit et les actions préalables de fait

a – Notification et rejet de demandes : naissance d'un différend

b – Contre-mesures et cristallisation du différend

- 2 – Le recours éventuel à une juridiction internationale
 - a – Les questions de fond : persistance ou abandon du droit invoqué
 - b – Les questions de procédure : protection diplomatique et recevabilité du recours

SECTION II – Les obligations découlant de l’admission de la responsabilité internationale de l’État

I – Les obligations à caractère conservatoire ou préventif

- A – La cessation du comportement illicite*
- B – La présentation d’assurances et de garanties de non-répétition appropriées*

II – Les obligations à portée réparatrice

- A – Le principe de la réparation intégrale ou adéquate du préjudice*
- B – Les formes de réparation*
 - 1 – La *restitutio in integrum*
 - 2 – L’indemnisation
 - 3 – La satisfaction

❑ **Les questions** (plausibles) d’examen, tant **écrit qu’oral**, sur le *CHAPITRE I* (ci-dessus) sont annexées au cours correspondant.

CHAPITRE II – Le règlement arbitral des normes

SECTION I – Le consentement des parties à l’arbitrage

I – Le recours facultatif à l’arbitrage

- A – Le choix du compromis d’arbitrage*
 - 1 – Établissement
 - 2 – Économie
- B – Le régime juridique du compromis d’arbitrage*
 - 1 – La nature juridique du compromis d’arbitrage
 - 2 – La portée juridique du compromis d’arbitrage

II – Le recours obligatoire à l’arbitrage

- A – Les clauses compromissoires*
 - 1 – La clause compromissoire spéciale
 - 2 – La clause compromissoire générale
- B – Les traités d’arbitrage obligatoire*
 - 1 – L’Acte général d’arbitrage
 - 2 – Les accords régionaux

SECTION II : La soumission des différends à l'arbitrage

I – L'organe arbitral

A - *Forme juridique*

- 1 – L'arbitrage unipersonnel
- 2 - L'arbitrage collégial
 - a – L'arbitrage par commission
 - b – L'arbitrage par tribunal

B - *Statut juridique*

- 1 – La condition juridique des arbitres
- 2 – L'effectivité et l'immutabilité de l'organe arbitral
 - a – Les atteintes à l'effectivité de l'organe arbitral
 - b – Les atteintes à l'immutabilité de l'organe arbitral

II – Le déroulement de l'instance arbitrale

A – *La procédure arbitrale*

- 1 – Les missions de l'organe arbitral
- 2 – Le principe du contradictoire et sa mise en œuvre
 - a – L'instruction écrite
 - b – L'instruction orale
 - c – L'administration de la preuve
 - i – La charge de la preuve : *Qui doit prouver ?*
 - ii – Les moyens de preuve : *Quelles preuves sont admissibles ?*

B – *La sentence arbitrale*

- 1 – Le délibéré
- 2 – La forme et le contenu de la sentence
 - 1 – L'autorité de la sentence
 - 2 – La question des voies de recours

❑ **Les questions** (plausibles) d'**examen**, tant **écrit qu'oral**, sur le *CHAPITRE II* (ci-dessus) sont annexées au cours correspondant.

***/**



Liste des **questions** (plausibles) d'**examen** tant **écrit** qu'**oral**

Pour une compréhension dite active du cours

- ☐ **Au nombre de 50**, ces questions (plausibles) d'**examen**, tant **écrit** qu'**oral**, sont annexées aux différentes parties du cours qui seront mises à votre disposition tout au long de l'année.
- ☐ Qui plus est, ces questions et **les bonnes réponses correspondantes** sont en ligne, sous forme d'exercices interactifs, sur mon site Web, *Lex publica*, à l'adresse suivante :

<https://www.lex-publica.com/inside/quiz/ctxinter/>

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDROV (S.) : *Reservations in Unilateral Declarations Accepting the Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice* – MARTINUS NIJHOFF
- BEDJAOUI (M.) : *Méthodes de travail : juge international* – BRUYLANT
- APOSTOLIDIS (C.) et alii : *Les arrêts de la CIJ* – EDITIONS UNIVERSITAIRES DE DIJON
- COMBACAU (J.), SUR (S.) : *Droit international public* - MONTCHRESTIEN
- DELBEZ (L.) : *Les principes généraux du contentieux international* - L.G.D.J.
- DUPUY (P.M.) : *Grands textes de droit international public* - DALLOZ
- Le fait générateur de la responsabilité internationale des États* - RCADI
- EISEMANN (P.M.) , COUSSIRAT-COUSTERE (V.) : *Répertoire de la jurisprudence arbitrale internationale* - MARTINUS NIJHOFF
- GUILLAUME (M.) : *Le contentieux international* – PEDONE
- GUYOMAR (G.) : *Commentaire du Règlement de la CIJ* - PEDONE
- LA FONTAINE : *Pasicrisie internationale* – BERNE
- LA PRADELLE (A. de), POLITIS (N.) : *Recueil des arbitrages internationaux* – LES EDITIONS INTERNATIONALES
- MERRILLS (J.G.): *International Dispute Settlement* – CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS
- MOORE (J. B.): *Digest of International Arbitrations of the International Arbitrations to Which the United States Has Been a Party* - AMS Press
- PLANTEY (A.) : *La négociation internationale : principes et méthodes* - PEDONE
- QUOC DINH (N.) : *Droit international public* - L.G.D.J.
- ROSENNE (SH.) : *The Law and Practice of the International Court* - MARTINUS NIJHOFF
- ROUSSEAU (CH.) : *Droit international public (5 tomes)* – SIREY
- SCHULTE (C.): *Compliance with Decisions of the International Court of Justice* – OXFORD UNIVERSITY PRESS
- SZAFARZ (R.): *The Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice* – KLUWER ACADEMIC PUBLISHERS
- TAMS (C.) et alii : *The Statute of the International Court of Justice: A Commentary* - OXFORD UNIVERSITY PRESS

▼ Outil d'intelligence artificielle recommandé

◆ **Gemini Notebook** (ex-NoteBookLM) : <https://notebook.google/?hl=fr>

- Soumettez-lui **vos cours PDF** comme **sources** : aucune hallucination.
- **Tutoriels** YouTube conseillés pour maîtriser **Gemini Notebook** :
 - Alexis FH : <https://tinyurl.com/yzd7xyt9>
 - Ludo Salenne : <https://tinyurl.com/4f32p9r5>

<https://www.lex-publica.com>

acoulibaly@gmail.com